

VILLE DE LEZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2022

OBJET : PARTAGE ET REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES RÉGION LÉZIGNANAISE CORBIÈRES ET MINERVOIS – ANNEXE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 29	Date de la convocation : 20 septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux le vingt-six septembre à 18 heures et cinq minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, Mme Sabrina FITO-DARZENS, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD.

Etaient absents :

Mme Sylvie DANRÉ
M. Jean-Claude LAVAUD
Mme Martine JAFFUS
M. Thierry CAUMEIL
M. Laurent ROUGÉ
M. Freddy NOLOT
Mme Catherine FABRESSE-ROCA
M. Fabrice CASTELEYN

Avait donné mandat :

Mme Sylvie DANRÉ à Mme Christine BÉNET
M. Jean-Claude LAVAUD à M. Daniel LARRIGOLE
Mme Martine JAFFUS à M. Gérard FORCADA
M. Thierry CAUMEIL à M. Guy VIVÈS

Date de la publication : 30 septembre 2022

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Bérengère LÉCÉA

RAPPORTEUR : M. Jean-Paul PUJOL

Vu l'article L. 331-1 du Code de l'urbanisme,
Vu les articles 1635 quater A et suivants du Code général des impôts,
Vu la loi de finances pour 2022, n°2021-1900 du 30 décembre 2021,
Vu l'ordonnance n°2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la Direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive,
Vu le Décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L. 331-14 et L. 331-15 du Code de l'urbanisme,

Considérant que le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières a instauré de plein droit la Taxe d'aménagement au taux de 4% sur l'ensemble du territoire communal par délibération n° 2011-59 du 14 octobre 2011.

L'article L. 331-2 du Code de l'urbanisme prévoit que la part communale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un plan d'occupation des sols, sauf renonciation expresse décidée par délibération dans les conditions prévues au neuvième alinéa ;

Le 8ème alinéa de l'article susvisé prévoyait jusqu'à fin 2021 « ...que tout ou partie de la taxe perçue par la commune pouvait être reversée à l'EPCI ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, et ce dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'EPCI ou du groupement de collectivités... ».

L'Etat, via l'article 109 de la loi de finances pour 2022 n° 2021-1900 du 30 décembre 2021, s'est prononcé sur le reversement de la taxe d'aménagement qui passe de « facultatif » à « obligatoire ».

Cette réforme prévoit que tout ou partie de la taxe perçue par une ou plusieurs communes doit être reversée à l'EPCI, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette ou ces communes, des compétences de l'EPCI, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil de communauté.

Une convention sera établie entre la commune et l'EPCI afin de définir le taux de reversement. Il s'agit donc d'une démarche partenariale et d'application de la loi avec la mise en place d'une convention de partage et de reversement.

La commune de Lézignan-Corbières est invitée à délibérer avant le 1^{er} octobre 2022 selon la loi sur le reversement à la CCRLCM, d'une partie de la Taxe d'aménagement comme suit :

1/ Il est proposé de reverser une partie de la taxe d'aménagement sur les zones suivantes définies au PLU, lequel a été adopté par délibération n° 2017-248 du 21 décembre 2017 et confirmé par la délibération n°2021-109 du 21 octobre 2021, dont les références sont indiquées en annexe :

- ZAE – RD 6113 Commune de Lézignan-Corbières
- ZAE Plaine de Conilhac, Commune de Lézignan-Corbières
- ZAE des Corbières, Commune de Lézignan-Corbières
- ZAE intercommunale Caumont 1, Commune de Lézignan-Corbières
- ZAE intercommunale Caumont 2, Commune de Lézignan-Corbières

2/ Il est proposé un partage et reversement à hauteur de 80% pour la CCRLCM et 20% pour la commune de la taxe d'aménagement perçue sur les zones précitées, avec l'engagement pour la Commune d'augmenter le taux de la taxe d'aménagement sur ces zones de 4 à 5%. Étant précisé que ces dispositions seront appliquées aux ZAE futures qui seront aménagées postérieurement à la date de signature de la convention à intervenir.

La commune, par les dispositions des articles 1635 quater A et suivants du Code général des impôts, peut fixer un taux uniforme ou des taux différents par secteur de leur territoire, dans les limites prévues au I de l'article 1635 quater M entre 1 et 5%. Il sera proposé que les zones faisant l'objet de cette délibération soient l'objet d'un taux différencié à hauteur de 5%. Il sera proposé que le taux de 4% reste inchangé pour le reste du territoire de la commune de Lézignan-Corbières.

Ce prélèvement fiscal a pour objet le financement par la CCRLCM des équipements publics induits par le développement de l'urbanisation à savoir des équipements dits d'infrastructures ou de superstructures.

Compte tenu de ces informations, il est proposé au conseil municipal :

1/ D'instituer le reversement du produit perçu de la taxe d'aménagement à hauteur de 80% en faveur de la CCRLCM sur les zones suivantes identifiées au PLU adopté par délibération n° 2017-248 du 21 décembre 2017 et confirmé par la délibération n° 2021-109 du 21 octobre 2021 :

- ZAE – RD 6113, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE Plaine de Conilhac, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE des Corbières, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE intercommunale Caumont 1, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE intercommunale Caumont 2, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)

2/ D'autoriser M. Le Maire à signer la convention partenariale de reversement du produit de la taxe d'aménagement en annexe de la présente délibération.

3/ De transmettre la présente délibération à Monsieur le Préfet de l'Aude et à Monsieur le Président de la CCRLCM.

4/ D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'instituer le reversement du produit perçu de la taxe d'aménagement à hauteur de 80% en faveur de la CCRLCM sur les zones suivantes identifiées au PLU adopté par délibération n° 2017-248 du 21 décembre 2017 et confirmé par la délibération n° 2021-109 du 21 octobre 2021 :

- ZAE – RD 6113, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)

- ZAE Plaine de Conilhac, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE des Corbières, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE intercommunale Caumont 1, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)
- ZAE intercommunale Caumont 2, Commune de Lézignan-Corbières (plan en annexe)

2/ D'autoriser M. Le Maire à signer la convention partenariale de reversement du produit de la taxe d'aménagement en annexe de la présente délibération.

3/ De transmettre la présente délibération à Monsieur le Préfet de l'Aude et à Monsieur le Président de la CCRLCM.

4/ D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Béregère LÉCÉA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20220926-2022-142-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/09/2022

Publication : 03/10/2022

Le Maire, Gérard FORCADA

